



Council of the European Union  
General Secretariat

---

---

**Interinstitutional files:  
2024/0318 (COD)**

---

---

**Brussels, 27 January 2025**

**WK 935/2025 ADD 14**

**LIMITE**

**AGRI  
AGRIORG  
CODEC**

*This is a paper intended for a specific community of recipients. Handling and further distribution are under the sole responsibility of community members.*

#### **CONTRIBUTION**

---

|               |  |
|---------------|--|
| From:         | General Secretariat of the Council   |
| To:           | Delegations  |
| N° Cion doc.: | ST 16776 2024 INIT   |
| Subject:      | Regulation on cross-border enforcement of rules against UTPs<br>- Comments from France |

---

---

WK 935/2025 ADD 14

**LIMITE**



Paris, le 22 janvier 2025

**NOTE DES AUTORITÉS FRANÇAISES  
A LA PRESIDENCE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE  
et au Secrétariat Général du Conseil**

**Objet : Projet de note des autorités françaises portant sur l'analyse technique de l'ensemble des dispositions du règlement relatif à la coopération transfrontalière pour lutter contre les pratiques commerciales déloyales.**

La Commission européenne a proposé, le 10 décembre 2024, un nouveau règlement complétant la directive (UE) n° 2019/633 relative aux pratiques commerciales déloyales (PCD) pour répondre aux difficultés d'application transfrontalière de la directive.

Par note du 10 janvier 2025, les autorités françaises ont souhaité exprimer des éléments de position préliminaires concernant ce projet de règlement de coopération transfrontalière.

Par la présente note, les autorités françaises souhaitent rappeler leur avis sur le principe du texte et faire part de leur analyse technique sur l'ensemble du projet de texte.

**1- Au préalable, les autorités françaises souhaitent rappeler leur avis sur le principe du texte :**

Lors de l'élaboration de la directive précitée, les autorités françaises avaient soutenu et obtenu une harmonisation minimale permettant de conserver un droit national plus protecteur des fournisseurs en matière de lutte contre les pratiques commerciales déloyales.

Ce projet de règlement a pour objet d'établir de nouvelles règles ayant vocation à renforcer la coopération transfrontalière entre autorités d'application pour aboutir à une application plus homogène, au sein de l'Union Européenne, de l'interdiction des pratiques commerciales déloyales. Pour ce faire, le règlement fixe des règles de coopération et de coordination devant s'appliquer aux autorités d'application lorsque l'acheteur, auteur d'une pratique commerciale déloyale, est établi dans un autre État membre que le leur, ou lorsque cette pratique est généralisée à plusieurs États membres.

**Les autorités françaises accueillent favorablement la proposition** d'un règlement traduisant la volonté de la Commission d'une meilleure coopération entre autorités d'application dans la lutte contre les pratiques commerciales déloyales.

Les autorités françaises portent à la connaissance de la présidence les points d'attentions et positions suivantes :

- **Le projet de règlement, qui entend aboutir à une coordination efficace entre autorités d'application de la directive, doit tenir compte de l'hétérogénéité des droits nationaux en matière de lutte contre les pratiques commerciales déloyales.** En effet, sans remettre en cause le principe de l'harmonisation minimale de cette directive, la France dresse le constat qu'il existe une hétérogénéité de droits nationaux en matière de lutte contre les pratiques commerciales déloyales,



du fait de la latitude laissée par la directive aux États membres d'introduire un niveau de protection plus élevé, en maintenant ou en introduisant des règles plus strictes. La France note en particulier que certaines dispositions relevant de la stricte transposition de la directive sur les pratiques commerciales déloyales peuvent être hétérogènes selon les États membres concernés, notamment s'agissant des sanctions applicables en cas de manquement avéré. Sur ce point, la France note qu'une révision annoncée de la directive précitée pourrait aboutir à une application plus homogène du droit des pratiques commerciales déloyales.

- **Les autorités françaises ne partagent pas entièrement le constat de la Commission selon lequel, en raison du principe de territorialité, il existe des difficultés à recueillir des informations, à constater des infractions et à imposer des sanctions lorsque l'acheteur en cause est établi dans un autre État membre.** Les autorités françaises sont effectivement parvenues à agir à l'encontre des pratiques commerciales déloyales de centrales d'achat dont le siège est établi dans un autre État membre pour des pratiques allant au-delà de celles visées par la directive, dès lors que ces centrales d'achat agissaient pour le compte de réseaux de distribution se situant en France.
- **Les autorités françaises considèrent qu'il est essentiel d'éviter que, sous couvert d'une meilleure coopération entre autorités d'application chargées de la directive PCD, les mécanismes de coopération prévus par cette proposition de règlement empêchent un État membre (A) d'introduire directement une action contre les pratiques commerciales déloyales des centrales d'achat situées dans un État membre (B) lorsque ces pratiques portent sur la commercialisation de produits destinés à la distribution sur le marché de l'État membre (A).** En particulier, les autorités françaises souhaitent qu'il soit clarifié dans le projet de texte que ce règlement n'impose pas à un État membre (A) de demander l'accord préalable d'un État membre (B) pour enquêter et sanctionner les pratiques commerciales déloyales d'un acheteur établi dans cet État membre (B), lorsque la réalisation d'actes d'enquêtes sur le seul territoire de l'État membre (A) est suffisante pour constater et sanctionner ces pratiques.
- **Les autorités françaises souhaitent que la proposition de règlement prévoie plus précisément le rôle de la Commission en cas de refus d'une autorité requise d'intervenir** à l'encontre d'un acheteur situé sur son territoire, à l'instar de ce qui est prévu dans le règlement (UE) 2017/2394 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2017 dit CPC1 sur la coopération entre autorités nationales chargées de veiller à l'application de la législation en matière de protection des consommateurs.

## 2- S'agissant de l'analyse technique des principales dispositions du projet de texte :

L'article 2 énonce le champ d'application du règlement.

Les autorités françaises ont compris des explications apportées par la Commission lors de la précédente réunion du Conseil que les règles de coopération prévues par le règlement ne concernent que les dispositions relevant de la stricte transposition de la directive sur les pratiques commerciales déloyales.

Sur ce point, les autorités françaises considèrent que le projet de règlement, qui entend aboutir à une coordination efficace entre autorités d'application de la directive, doit tenir compte de l'hétérogénéité des droits nationaux en matière de lutte contre les pratiques commerciales déloyales, y compris dans le champ de la directive, par exemple s'agissant des sanctions applicables en cas de manquement avéré (cf supra).



**Les articles 5 à 12 prévoient la mise en place d'un mécanisme de coopération entre Etats membres.**

**L'article 5** porte sur les demandes d'information et dispose qu'à la demande d'une autorité requérante, l'autorité requise communique dans un délai maximal de soixante jours, sauf accord contraire, à l'autorité requérante les informations demandées pour établir si une pratique commerciale déloyale dans l'État membre de l'autorité requérante ayant une dimension transfrontalière s'est produite ou est en train de se produire. Les informations fournies ne seront collectées que par l'autorité requise et utilisées par l'autorité requérante conformément à son droit national.

Ces demandes d'information peuvent également concerner les règles nationales au sens de l'article 9 de la directive précitée (pratiques commerciales déloyales interdites allant au-delà des pratiques noires et grises prohibées par la directive) si l'Etat membre en a décidé ainsi.

Les autorités françaises estiment qu'un délai maximal de 60 jours est trop court pour traiter la demande, contacter l'acheteur concerné, identifier si les documents répondent à la demande d'information, et la transmettre à l'autorité requérante. Elles proposent un délai maximal de 90 jours.

Comme explicité au point 1 de la présente note, les autorités françaises souhaiteraient que la proposition de règlement prévoie plus précisément le rôle de la Commission en cas de refus d'une autorité requise de traiter la demande d'information émanant d'une autorité requérante.

**L'article 6** porte sur les demandes formées par une autorité requérante en vue de l'exercice, par une autorité requise, pour le compte de l'autorité requérante, des pouvoirs conférés aux autorités d'application en vertu de l'article 6 (§ a,b,c) de la directive précitée (ouvrir et mener des enquêtes ; exiger que les acheteurs et les fournisseurs communiquent toutes les informations nécessaires pour réaliser les enquêtes sur les pratiques commerciales interdites ; effectuer des inspections inopinées sur place dans le cadre de ces enquêtes, conformément aux règles et aux procédures nationales).

A l'instar de l'article 5, les autorités françaises souhaiteraient que la proposition de règlement prévoie plus précisément le rôle de la Commission en cas de refus d'une autorité requise de mener des enquêtes. De plus, s'agissant d'enquêtes inopinées, les autorités françaises souhaitent avoir des précisions sur l'obligation pour une autorité requise de mener des enquêtes inopinées à la demande d'une autorité requérante, et si une telle enquête ferait nécessairement suite à une plainte d'un fournisseur.

**L'article 7** porte sur les demandes adressées par une autorité requérante à une autorité requise en vue d'exécuter, conformément à son droit national, les décisions définitives infligeant des amendes ou d'autres sanctions.

A l'instar des articles 5 et 6, les autorités françaises souhaiteraient que la proposition de règlement prévoie plus précisément le rôle de la Commission en cas de refus d'une autorité d'exécuter une décision définitive.

Sur cet article également, les autorités françaises souhaiteraient savoir à quelle autorité revient l'opportunité de choisir le type de sanctions à l'encontre de l'acheteur, auteur de pratiques commerciales déloyales. Pour une même pratique prohibée, il existe, dans certains cas, plusieurs types de suites pouvant être engagées (par exemple, amende administrative ou amende infligée par le juge) selon le droit national applicable. Lorsque la sanction est devenue définitive dans l'Etat-membre de l'autorité



requérante, les autorités françaises souhaitent s'assurer que l'autorité requise ne peut remettre en cause la teneur de cette décision.

**L'article 8** prévoit un mécanisme de notification selon lequel une autorité d'application doit informer l'ensemble des autres autorités d'application dans un délai d'un mois après avoir adopté une décision constatant l'existence d'une pratique commerciale déloyale ayant une dimension transfrontalière dans son État membre.

Les autorités françaises souhaiteraient avoir plus de précisions sur les modalités du mécanisme de notification que prévoit de mettre en place les services de la Commission. Elles s'interrogent également sur les modalités de garantie de confidentialité des données échangées via ce mécanisme de notification.

**L'article 9** porte sur la procédure à respecter pour les demandes d'entraide et toutes les communications qui y sont liées ; elles doivent être adressées par écrit au moyen de formulaires types.

**L'article 10** encadre les conditions de refus d'une autorité requise de se conformer à une demande de la part d'une autorité requérante.

Tel qu'indiqué concernant les articles 5, 6 et 7 , les autorités françaises souhaitent que la proposition de règlement prévoie plus précisément le rôle de la Commission en cas de refus d'une autorité requise de mener des enquêtes.

**Les articles 13 à 20 du règlement traitent ensuite des cas des pratiques commerciales déloyales généralisées ayant une dimension transfrontalière, c'est-à-dire concernant plus de deux pays.**

**L'article 13** fixe les règles concernant le lancement d'actions coordonnées en cas de pratiques commerciales déloyales généralisées : lorsqu'il existe des motifs raisonnables de soupçonner l'existence d'une telle pratique ayant une dimension transfrontalière, les autorités d'application lancent une action coordonnée qui repose sur un accord entre elles. Le lancement de l'action coordonnée est notifié à la Commission sans délai. Les autorités d'application concernées doivent également désigner un coordinateur parmi elles.

Les autorités françaises s'interrogent sur le cas où un litige interviendrait sur la désignation du coordinateur, soit parce qu'aucun Etat membre ne souhaiterait tenir ce rôle, soit parce que plusieurs Etats membres le souhaiteraient.

Elles estiment que le rôle de la Commission, qui semble se limiter à recevoir la notification du lancement de l'action coordonnée, pourrait être renforcé dans cette mission de coordination, notamment en cas de défaut d'accord.

**L'article 14** encadre les conditions de refus de participer à l'action coordonnée. L'autorité d'application en cause doit informer de sa décision la Commission et les autres autorités d'application concernées par la pratique commerciale déloyale de sa décision, en indiquant les motifs et en fournissant toutes les pièces justificatives nécessaires.

Sur cette disposition, les autorités françaises souhaiteraient que la proposition de règlement prévoie plus précisément le rôle de la Commission en cas de refus d'une autorité requise de participer à l'action coordonnée.

**L'article 15** concerne les modalités de coordination entre les différentes autorités d'application lors de la phase d'enquête et s'agissant de la restitution des résultats de l'enquête. **L'article 16** concerne les modalités de coordination entre les différentes autorités d'application s'agissant des mesures



coercitives prises par les autorités de contrôle conformément aux règles nationales de leur État membre, et de manière coordonnée et simultanée afin de mettre un terme à la pratique commerciale déloyale généralisée ayant une dimension transfrontalière.

**L'article 17** porte sur les conditions de cessation d'une telle action coordonnée.

Comme pour l'article 13, les autorités françaises s'interrogent sur les modalités de gestion des conflits pouvant apparaître entre les différentes autorités d'application lors de ces différentes étapes (enquête, prononcé de mesures coercitives et clôture) d'une action coordonnée.

En cela, **l'article 18** porte sur le rôle et les missions du coordinateur. Il a principalement pour objet de veiller à informer les autres autorités d'application concernées de l'avancement de l'enquête et à coordonner les mesures coercitives adoptées par les autorités d'application.

Le coordinateur n'a ainsi nullement un rôle d'arbitre en cas de conflits entre autorités d'application. Les autorités françaises estiment que la Commission devrait pouvoir intervenir dans la gestion de ces conflits afin d'éviter toute paralysie de l'action coordonnée.

**L'article 19** prévoit la mise en place d'un système de signalements : une autorité d'application peut, lorsqu'elle émet un signalement, demander aux autres autorités de vérifier si des pratiques commerciales déloyales similaires ne sont pas également commises sur leur territoire, si des procédures sont en cours ou si des mesures coercitives ont déjà été prises contre les pratiques en cause sur le territoire de l'Etat membre dont elles relèvent.

Les autorités françaises souhaitent savoir si ces signalements sont systématiquement liés au dépôt d'une plainte de la part d'un fournisseur opérant sur le territoire de l'autorité requérante.

Elles s'interrogent sur la forme que prendrait ce système de signalements et sur les garanties prévues pour assurer la confidentialité des données échangées.

Elles se demandent également si la Commission interviendrait pour émettre des sanctions contre des autorités d'application qui ne répondraient pas à la demande de vérification.

**L'article 20** fixe les règles permettant d'établir quelles langues doivent être utilisées lors de ces actions dites coordonnées.

**L'article 21** dispose que c'est le comité de l'organisation commune des marchés agricoles qui assiste la Commission pour la bonne exécution de ce règlement.

Sur ces deux articles, les autorités françaises n'ont pas de remarque particulière à formuler.

**L'article 22** prévoit que ce règlement entre en vigueur un an après son adoption.

Courtesy translation

**NOTE FROM THE FRENCH AUTHORITIES  
TO THE PRESIDENCY OF THE COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION  
and to the General Secretariat of the Council**

**Subject:** technical analysis of the French authorities on the Commission's proposal for a regulation on cooperation among enforcement authorities responsible for the enforcement of Directive (EU) 2019/633 on unfair trading practices in business-to-business relationships in the agricultural and food supply chain

On December 10, 2024, the European Commission proposed a new regulation supplementing Directive (EU) no. 2019/633 on unfair commercial practices (UTP) to address the difficulties of applying the directive across borders.

In a note dated January 10, 2025, the French authorities expressed their preliminary views on this draft cross-border cooperation regulation.

With the present note, the French authorities wish to reiterate their opinion on the principle of the text and share their technical analysis of the draft text as a whole.

**1. To begin, French authorities wish to reiterate their opinion on the principle of the text:**

When the above-mentioned directive was being drafted, the French authorities supported and obtained a minimum level of harmonization, enabling the retention of a national law that better protects suppliers in the fight against unfair trading practices.

The purpose of this draft regulation is to establish new rules designed to strengthen cross-border cooperation between enforcement authorities, in order to achieve more uniform application of the ban on unfair commercial practices within the European Union. To this end, the regulation lays down rules of cooperation and coordination to be applied by enforcement authorities when the buyer, perpetrator of an unfair commercial practice, is established in a Member State other than their own, or when the practice is generalized to several Member States.

**The French authorities welcome the proposal** for a regulation reflecting the Commission's desire for better cooperation between enforcement authorities in the fight against unfair commercial practices.

The French authorities would like to draw the Presidency's attention to the following points and positions:

- **The draft regulation, which aims to achieve effective coordination between the authorities responsible for applying the directive, must take account of the heterogeneity of national laws on combating unfair trading practices.** Indeed, without calling into question the principle of minimum harmonization of this directive, France notes that there is a heterogeneity of national laws in the fight against unfair commercial practices, due to the latitude left by the directive to Member States to introduce a higher level of protection, by maintaining or introducing stricter rules. In particular, France notes that certain provisions falling under the strict transposition of the Unfair Commercial Practices Directive may vary from one Member State to another, especially as regards the penalties applicable in the event of a proven breach. On this point, France notes that the

announced revision of the aforementioned directive could lead to a more homogenous application of the law on unfair trading practices.

- **The French authorities do not entirely share the Commission's view that, because of the principle of territoriality, it is difficult to gather information, establish infringements and impose penalties when the buyer in question is established in another Member State.** The French authorities have in fact succeeded in taking action against the unfair trading practices of central purchasing bodies headquartered in another Member State, acting on behalf of distribution networks located in France, for practices going beyond those covered by the directive.
- **The French authorities consider it essential to avoid a situation where, under the guise of improved cooperation between enforcement authorities responsible for the UTP Directive, the cooperation mechanisms provided for in this draft regulation prevent a Member State (A) from taking direct action against the unfair trading practices of central purchasing bodies located in a Member State (B) when these practices concern the marketing of products intended for distribution on the market of Member State (A).** In particular, the French authorities would like the draft text to clarify that this regulation does not require a Member State (A) to seek the prior agreement of a Member State (B) in order to investigate and penalize the unfair commercial practices of a purchaser established in that Member State (B), where the performance of investigative acts on the territory of Member State (A) alone is sufficient to establish and penalize such practices.
- **The French authorities would like the proposed regulation to make more specific provision for the Commission's role in the event of a requested authority refusing to take action** against a buyer located on its territory, following the example of what is provided for in Regulation (EU) 2017/2394 of the European Parliament and of the Council of 12 December 2017 known as CPC1 on cooperation between national authorities responsible for the enforcement of consumer protection laws.

## **2. Technical analysis of the main provisions of the draft text:**

**Article 2** sets out the scope of the regulation.

The French authorities have understood from the Commission's explanations given at the previous Council working group that the rules of cooperation specified in the regulation concern only those provisions falling within the strict transposition of the directive on unfair trading practices.

On this point, the French authorities consider that the draft regulation, which aims to achieve effective coordination between the authorities responsible for applying the directive, must take account of the heterogeneity of national laws on combating unfair commercial practices, including within the scope of the directive, for example as regards the penalties applicable in the event of a proven breach (see above).

**Articles 5 to 12 provide for the establishment of a mechanism for cooperation between Member States.**

**Article 5** deals with requests for information and stipulates that, at the request of a requesting authority, the requested authority shall, within a maximum period of 60 days, unless otherwise agreed, communicate to the requesting authority the information required to establish whether an unfair commercial practice in the Member State of the requesting authority with a cross-border dimension has occurred or is occurring. The

information provided will only be collected by the requested authority and used by the requesting authority in accordance with its national law.

These requests for information may also concern national rules within the meaning of Article 9 of the aforementioned Directive (prohibited unfair trading practices going beyond the black and grey practices prohibited by the Directive) if the Member State has so decided.

The French authorities consider that a maximum period of 60 days is too short to process the request, contact the buyer concerned, identify whether the documents meet the request for information, and forward it to the requesting authority. They propose a maximum period of 90 days.

As explained in point 1 of this letter, the French authorities would like the draft regulation to specify more precisely the Commission's role in the event of a requested authority refusing to deal with a request for information from a requesting authority.

**Article 6** deals with requests made by a requesting authority for the exercise by a requested authority, on behalf of the requesting authority, of the powers conferred on enforcement authorities under Article 6 (paragraph a,b,c) of the aforementioned directive (to initiate and carry out investigations; to require purchasers and suppliers to communicate all information necessary to carry out investigations into prohibited trading practices; to carry out unannounced on-site inspections as part of these investigations, in accordance with national rules and procedures).

As in the case of Article 5, the French authorities would like the draft regulation to specify more precisely the Commission's role in the event of a requested authority refusing to carry out investigations. In addition, with regard to unannounced investigations, the French authorities would like clarification on the obligation for a requested authority to carry out unannounced investigations at the request of a requesting authority, and whether such an investigation would necessarily follow a complaint from a supplier.

**Article 7** deals with requests made by a requesting authority to a requested authority to enforce, in accordance with its national law, final decisions imposing fines or other penalties.

As with Articles 5 and 6, the French authorities would like the draft regulation to specify more precisely the Commission's role in the event of an authority refusing to enforce a final decision.

On this point too, the French authorities would like to know which authority is responsible for choosing the type of penalties to be imposed on buyers who engage in unfair commercial practices. For the same prohibited practice, there are, in some cases, several types of action that can be taken (for example, an administrative fine or a fine imposed by a court), depending on the applicable national law. When the sanction has become final in the Member State of the requesting authority, the French authorities wish to ensure that the requested authority cannot call into question the content of this decision.

**Article 8** provides for a notification mechanism whereby an enforcement authority must inform all other enforcement authorities within one month of adopting a decision finding the existence of an unfair commercial practice with a cross-border dimension in its Member State.

The French authorities would like more details on the notification mechanism that the Commission plans to set up. They would also like to know how the confidentiality of data exchanged via this notification mechanism will be guaranteed.

**Article 9** deals with the procedure to be followed for requests for mutual assistance and all related communications, which must be made in writing using standard forms.

**Article 10** sets out the conditions under which a requested authority may refuse to comply with a request from a requesting authority.

As indicated in relation to Articles 5, 6 and 7, the French authorities would like the proposed regulation to set out more precisely the Commission's role in the event of a requested authority refusing to carry out investigations.

**Articles 13 to 20 of the regulation then deal with cases of generalized unfair commercial practices with a cross-border dimension, i.e. involving more than two countries.**

**Article 13** lays down the rules for the launch of coordinated actions in the event of widespread unfair trading practices: where there are reasonable grounds to suspect the existence of such a practice with a cross-border dimension, the enforcement authorities launch a coordinated action based on an agreement between them. The launch of the coordinated action shall be notified to the Commission without delay. The enforcement authorities concerned must also appoint a coordinator from among their number.

The French authorities are concerned about the possibility of a dispute arising over the appointment of the coordinator, either because no Member State wishes to take on this role, or because several Member States do.

They feel that the Commission's role, which appears to be limited to receiving notification of the launch of coordinated action, could be strengthened in this coordinating role, particularly in the event of failure to reach agreement.

**Article 14** sets out the conditions for refusing to take part in coordinated action. The enforcement authority in question must inform the Commission and the other enforcement authorities concerned by the unfair trading practice of its decision, giving its reasons and providing all the necessary supporting documents.

With regard to this provision, the French authorities would like the draft regulation to specify more precisely the Commission's role in the event of a requested authority refusing to take part in the coordinated action.

**Article 15** concerns the coordination arrangements between the various enforcement authorities during the investigation phase and with regard to reporting the results of the investigation. **Article 16** concerns the arrangements for coordination between the various enforcement authorities as regards coercive measures taken by the supervisory authorities in accordance with the national rules of their Member State, and in a coordinated and simultaneous manner, in order to put an end to widespread unfair trading practice with a cross-border dimension.

**Article 17** deals with the conditions for the termination of such coordinated action.

As in the case of article 13, the French authorities are concerned about how to manage conflicts that may arise between the different enforcement authorities during the various stages (investigation, enforcement and closure) of a coordinated action.

**Article 18** deals with the role and tasks of the coordinator. Its main purpose is to ensure that the other enforcement authorities concerned are kept informed of the progress of the investigation, and to coordinate the enforcement measures adopted by the enforcement authorities.

The coordinator thus has no arbitration role in the event of conflicts between enforcement authorities. The French authorities believe that the Commission should be able to intervene in the management of such conflicts, to avoid any paralysis of coordinated action.

**Article 19** provides for the introduction of an alert system: when issuing an alert, an enforcement authority may ask other authorities to check whether similar unfair trading practices are also being committed on their territory, whether proceedings are in progress or whether coercive measures have already been taken against the practices in question on the territory of the Member State to which they belong.

The French authorities would like to know whether these alerts are systematically linked to the lodging of a complaint by a supplier operating on the territory of the requesting authority.

They wonder what form this reporting system would take, and what guarantees are provided to ensure the confidentiality of the data exchanged.

They also wonder whether the Commission would intervene to issue sanctions against enforcement authorities that fail to respond to the request for verification.

**Article 20** lays down the rules for establishing which languages are to be used in these so-called coordinated actions.

**Article 21** stipulates that the Committee for the Common Organization of Agricultural Markets is to assist the Commission in the proper implementation of this regulation.

The French authorities have no particular comments to make on these two articles.

**Article 22** stipulates that the regulation enters into force one year after its adoption.